



ULB-
COOPÉRATION
L'ONG de l'Université libre de Bruxelles



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Bureau de dépôt
Bruxelles X / P302398



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019

N°21

JUIN-AOÛT 2020

Éditeur responsable : ULB-Coopération asbl | Av. F.D. Roosevelt 50, CP266 | 1050 Bruxelles
Tél.: 02 650 6100 | www.ulb-cooperation.org

- p. 2-3** Édito & infos-clés
- p. 4-5** Nos thématiques
- p. 6-9** Nos actions en santé au Nord-Kivu (RDCongo)
- p. 10-11** Nos actions en santé à Kinshasa (RDCongo)
- p. 12-13** Nos actions en agro-environnement en RDCongo
- p. 14-15** Nos actions en agro-environnement au Burkina Faso
- p. 16-17** Nos actions en agro-environnement au Sénégal
- p. 18-20** Nos actions en Belgique
- p. 21** ONG universitaire
- p. 22** Uni4Coop | Nos liens avec l'ULB
- p. 23** Faire un don

Coordination

Julie Simon, Graziella Barry
Ont collaboré à ce numéro
 Sarah Belalia, Julie Berthelier, Daniela Chinnici, Thierry De Coster, Christine de Mathelin, Anne Depret, Félix Vanderstricht, Audrey Villance, Alain Wodon

Graphisme

mpointproduction.be

Impression

vanruys.be

ÉDITO

Cinq ans. Cinq ans déjà que nous avons embarqué dans l'aventure « ULB-Coopération » et que nous avons pris notre envol. Le temps semble filer si vite et pourtant énormément de choses se sont passées depuis le 9 décembre 2014.

Nous avons grandi, beaucoup grandi en 5 ans. Nous étions une trentaine, issus de 3 équipes au jour de la création d'ULB-Coopération, nous sommes aujourd'hui plus de 50 unis dans une seule équipe. D'un point de vue logistique, nous avons emménagé dans de nouveaux bureaux à Bruxelles, à Kinshasa, à Goma et encore tout récemment à Dakar. Nous sommes membres fondateurs et très actifs au sein du nouveau et ambitieux consortium des ONG universitaires, Uni4Coop. Notre chiffre d'affaire a doublé pour mener plus de 25 projets différents et obtenir de très beaux résultats comme vous avez pu le lire régulièrement dans nos newsletters et nos e-newsletters. Notre collaboration avec l'Université s'est fortement développée et les collaborations avec ses facultés, ses départements, ses chercheuses, ses chercheurs et ses professeur-e-s sont nombreuses. Ensemble, nous avons mené plusieurs travaux de recherche pour renforcer la qualité de nos actions. Nous avons poursuivi notre objectif de formation, notamment en accueillant de nombreux stagiaires et mémorants. Nous avons également veillé à nous ouvrir de

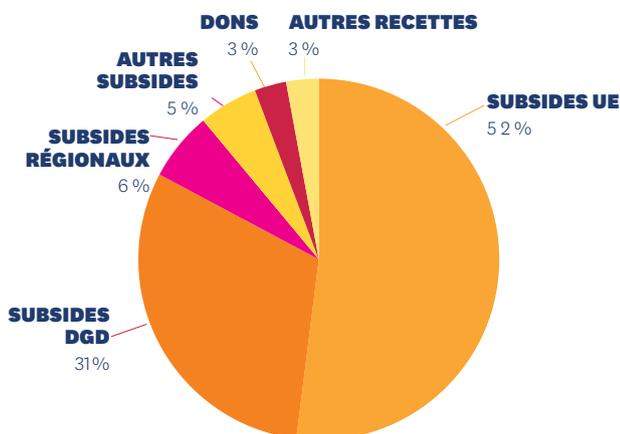
nouveaux horizons. Des membres de l'équipe s'activent dans la recherche de financements pour nous permettre de contribuer à relever les multiples défis qui se posent encore à nos partenaires. Le potentiel des nouvelles technologies est étudié, nous ne voulons ni manquer ce virage ni tomber dans ses pièges. La diffusion de nos travaux de recherche et nos participations à différents colloques renforcent nos réflexions, notre image et ouvrent de nouvelles possibilités de collaboration.

Tous ces points de satisfaction ne peuvent évidemment pas nous faire oublier les tempêtes traversées, parfois violentes. Je pense en particulier à nos collègues du Burkina Faso qui subissent au quotidien les horreurs des djihadistes, et à nos collègues du Nord-Kivu qui, en plus de la violence endémique de la région, ont dû subir l'épidémie d'Ebola avant de profiter comme le reste du monde de cher coronavirus.

Soyons réalistes, d'autres tempêtes suivront qu'elles soient climatiques, épidémiques ou financières. Nous devons nous y préparer. Nous nous y préparons. Convaincus que notre force dépend grandement de notre capacité à travailler en équipe, en 2019, nous avons encore particulièrement veillé à renforcer les collaborations et à mener un travail constant de réflexion sur la qualité de notre communication interne.

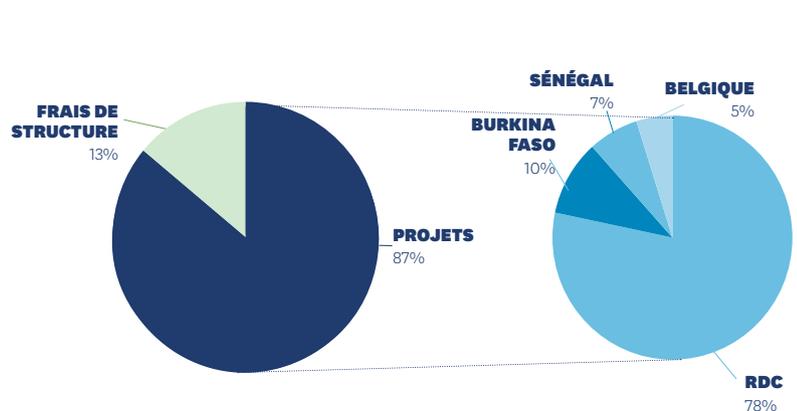
RÉPARTITION DES RECETTES 2019

(6,1 MILLIONS EUR)



RÉPARTITION DES DÉPENSES 2019

(5,9 MILLIONS EUR)



Pour la première fois, des collègues des 4 bureaux d'ULB-Coopération étaient présents ensemble, lors de notre atelier de réflexion de juin. Un second atelier a réuni en octobre les 4 équipes administratives, de Bruxelles, Goma, Kinshasa et Ouagadougou, pour partager les bonnes pratiques et faciliter les échanges.

Grâce à la force du travail en équipe, grâce à toutes nos collaboratrices et tous nos collaborateurs, du Sud, du Nord, grâce à vous qui nous soutenez, grâce à nos bailleurs, nous veillons chaque jour à assurer des actions de qualité et à préparer l'avenir. Soyez-en, toutes et tous, chaleureusement remerciés.

Alain Wodon, directeur

BELGIQUE

BRUXELLES

16 EMPLOYÉS

12  4 



Éducation & citoyenneté critique

SÉNÉGAL

DAKAR

1 EMPLOYÉE

1 



Gestion des territoires & des ressources



Appui à la gestion & à l'entrepreneuriat

BURKINA FASO

OUAGADOUGOU

5 EMPLOYÉS

1  4 



Gestion des territoires & des ressources



Appui à la gestion & à l'entrepreneuriat

RDC

KINSHASA

11 EMPLOYÉS

3  8 



Gestion des territoires & des ressources



Santé & système de santé



Appui à la gestion & à l'entrepreneuriat

RDC

GOMA

18 EMPLOYÉS

3  15 



Santé & système de santé



Appui à la gestion & à l'entrepreneuriat

SÉNÉGAL BURKINA FASO

RD CONGO

50

PARTENAIRES/
PARTIES PRENANTES

11 PROJETS
menés en 2019

4 nouveaux projets
financés en 2019 :
2.765.000 €

5 PUBLICATIONS
scientifiques en 2019

TOUS nos projets annuellement évalués sur : **Efficience, Efficacité, Pertinence, Pérennité, Genre**

SANTÉ & SYSTÈMES DE SANTÉ

- ▼ APPUI AUX SYSTÈMES DE SANTÉ
- ▼ APPROCHE SOCIALE DE LA SANTÉ
- ▼ QUALIFICATION DU PERSONNEL
- ▼ ÉCONOMIE DE LA SANTÉ

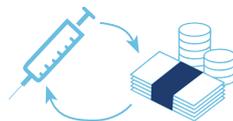
Le droit à la santé consiste à pouvoir accéder en temps opportun à des soins acceptables, abordables et de qualité appropriée. L'ensemble des réponses organisées pour promouvoir la santé sur un territoire forme un système de santé. Ces systèmes de santé sont aujourd'hui fragmentés par une approche verticale des problématiques. Ils deviennent

aussi marchandisés par de fortes dérives lucratives.

ULB-Coopération poursuit son travail de réflexion et d'action pour le développement et le renforcement de systèmes de santé intégrés, accessibles et de qualité. Se basant sur l'expérience accumulée, l'ONG agit principalement via 4 volets:



APPROCHE SOCIALE DE LA SANTÉ



ÉCONOMIE DE LA SANTÉ



QUALIFICATION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ ET DE SOINS, EN PARTICULIER POUR LES ASPECTS CLINIQUES

GESTION DES TERRITOIRES & DES RESSOURCES

- ▼ SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SYSTÈMES DE PRODUCTION
- ▼ CONSERVATION ET EXPLOITATION RATIONNELLE DE L'ENVIRONNEMENT
- ▼ INFRASTRUCTURES DE BASE ET RÉSEAUX

Le modèle actuel de développement rural observé dans les zones d'intervention d'ULB-Coopération montre ses limites quant à sa capacité à assurer une sécurité alimentaire à la population. L'approche de l'ONG, de type agro-écologique, vise à consolider les systèmes de production, à relancer les dynamiques locales, dans le respect des écosystèmes et en intégrant les dimensions économiques, sociales et politiques. Il s'agit

également de susciter la participation et de renforcer la responsabilisation des populations pour une meilleure gestion et valorisation des ressources de leurs milieux de vie, tant naturelles qu'humaines. L'objectif est de garantir un accès juste et équitable aux ressources naturelles disponibles et d'atténuer les pressions anthropiques exercées sur l'environnement.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SYSTÈMES DE PRODUCTION DURABLES

Amélioration des systèmes de culture et d'élevage ; adaptation aux conséquences du changement climatique.



INFRASTRUCTURES DE BASE ET RÉSEAUX

Appui à la gestion et à la maintenance d'infrastructures de santé, agricoles, hydrauliques ou électriques.



CONSERVATION ET EXPLOITATION RATIONNELLE DE L'ENVIRONNEMENT

Accès durable aux ressources naturelles (sols, forêts, eau), et atténuation des causes du changement climatique.

APPUI À LA GESTION & À L'ENTREPRENEURIAT

- ▼ AMÉLIORATION DE LA GESTION D'ORGANISATIONS ET D'INSTITUTIONS DU SECTEUR PUBLIC
- ▼ APPUI AU DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES DURABLES INCLUSIVES

Les associations issues de la société civile, les partenaires locaux, un secteur public efficace sont des moteurs de développement essentiels. Le secteur privé est lui aussi une condition indispensable à ce développement, créant emplois et valeur ajoutée.

Le renforcement des capacités de gestion des associations

et administrations permet d'accompagner des initiatives de tailles diverses utiles pour la collectivité. L'appui à l'entrepreneuriat poursuit le même objectif.

Dans ce cadre, ULB-Coopération et ses partenaires développent :

ÉDUCATION & CITOYENNETÉ CRITIQUE

- ▼ ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE
- ▼ RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES
- ▼ PLAIDOYER

L'appropriation des connaissances est un moteur essentiel aux processus de changement de la société. Elle propose des moyens pour développer une approche critique et permettre de contribuer à construire une société robuste et innovante. Cette appropriation prend tout son sens lorsqu'elle se réalise à différentes échelles, tant au Nord qu'au Sud. Elle concerne

des individus, des organisations de la société civile, des institutions publiques et privées.

La collaboration étroite entre l'ONG et les différents acteurs de l'ULB (étudiant-e-s, professeur-e-s, facultés...) favorise les échanges de savoirs.

Trois volets composent la thématique « éducation & citoyenneté critique » :



ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE (ECMS)

Fortement intégrée aux activités de l'ULB, l'ECMS vise une meilleure compréhension des enjeux internationaux et du développement afin d'aiguiser l'esprit critique, de provoquer des changements de comportement, d'exercer ses droits et devoirs de citoyen-ne, pour contribuer à la construction de sociétés justes, durables, inclusives et solidaires.



RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES

L'ONG propose un appui direct ou indirect aux formations de base et continues en lien avec la coopération au développement.



PLAIDOYER

En tant qu'acteurs et actrices de la société civile, les projets de l'ONG adoptent des stratégies et des méthodes contribuant à influencer les opinions et les décisions de personnes et d'organisations en vue du changement sociétal souhaité.

RDC

PADISS - PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ DU SYSTÈME DE SANTÉ



En agissant simultanément sur différents éléments clés du système de santé du Nord-Kivu, PADISS œuvre à la mise en place d'une offre de soins durable, de qualité cohérente et rationnelle.

C'est pourquoi PADISS collabore étroitement avec les autorités provinciales, les acteurs du système de santé et les populations pour :

AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES

Constructions et réhabilitations durables
Apport d'équipement

SOUTENIR LA MISE EN PLACE D'ORGANISATIONS EFFICACES

Appui à la division provinciale de la santé
Renforcement de la gouvernance au niveau de l'hôpital provincial
Proposition d'une nouvelle organisation des soins en milieu urbain

LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION (NOUVEAU EN 2019)

Prise en charge des malnourris
Mise en place d'un plan provincial de lutte contre la malnutrition

RENFORCER LA FORMATION DU PERSONNEL

Programme de formation continue
Création d'un centre de formation provincial

RESPONSABILISER LA POPULATION

Renforcement de la participation communautaire
Lutte contre les discriminations

PROPOSER DIVERSES SOURCES DE FINANCEMENT

Appui à la subvention des soins en étroite collaboration avec le fonds d'achat de services (FASS)
Réflexion sur la mise en place d'un système d'assurance maladie

AMÉLIORER LA QUALITÉ ET LA COHÉRENCE DU SYSTÈME DE SANTÉ

Mise en place d'un système d'accréditation

STABILISER LES PREMIERS RÉSULTATS ET CONTINUER LES DÉFIS

En 2019, la province du Nord-Kivu (8 millions d'habitant-e-s) a été profondément marquée par la crise causée par la maladie à Virus Ebola. Tant par l'épidémie elle-même, aux conséquences humaines importantes (2.185 décès dont 5% issus du personnel de santé) mais vues sous un autre angle depuis l'arrivée de la COVID-19, que par l'organisation de la riposte proposée par les autorités nationales et les organisations internationales. L'importance des moyens déployés et les méthodes proposées, sans tenir compte du système de santé en place ont conduit à une forte désorganisation de celui-ci. L'absence de concertation avec les populations plus affectées par d'autres problèmes (par exemple 13.000 décès liés au paludisme en RDC en 2019 selon MSF), a suscité de nombreuses incompréhensions allant jusqu'à l'attaque de certaines structures de soins dédiées à la riposte.

Malgré ce contexte fortement perturbé, l'équipe d'ULB-Coopération, à Goma, a poursuivi la mise en œuvre du PADISS (Projet d'Appui au Développement Intégré du Système de Santé). La plupart des activités prévues ont pu avoir lieu et de belles réussites méritent d'être épinglées.

FINALISATION DE LA GRANDE MAJORITÉ DES CHANTIERS DE CONSTRUCTION

2019 a permis la finalisation des derniers chantiers ouverts l'année précédente et l'installation des nouveaux équipements. Sur les 3 premières années du projet, c'est un total de 26 ouvrages qui ont été construits et équipés : 18 centres de santé, 3 pavillons de gynéco-obstétrique, un centre de transfusion sanguine, 3 bâtiments administratifs, le centre de formation continue de Goma et son centre d'hébergement. Les bâtiments ont été remis aux bénéficiaires, accompagnés de formations et de guides d'entretien. L'importante participation communautaire mobilisée, tant dans la phase de préparation que de



réalisation des constructions, a été un gage important de la réussite de ce volet.

L'APPUI À LA FORMATION CONTINUE



L'achèvement des travaux du centre de formation continue du Nord-Kivu (CFNK) à la fin de l'année et son équipement en début 2020, ouvrent la porte à une amélioration durable de la qualification du personnel médical et paramédical au sein de la province. Fin prêt en mars 2020, grâce à ses différents espaces de formation, dont le grand auditoire, il a permis l'organisation des formations du personnel de la province sur la prise en charge de la COVID-19, tout en respectant les règles de distanciation. Sans avoir attendu l'ouverture du centre, avant que les crises Ebola puis COVID-19 ne viennent bouleverser les calendriers, 5 cycles de formations ont été organisés autour de la thématique de l'humanisation des soins, couvrant plus de 800 personnes-jours de formation. Les participant-e-s ont ainsi amélioré leurs savoirs, savoir-être et savoir-faire sur la pluridisciplinarité dans les structures de soins, la prise en charge du nouveau-né, l'accompagnement du deuil et du deuil périnatal, la démarche humaniste en soins et le nursing de base.

L'APPUI À L'HÔPITAL PROVINCIAL DE GOMA

L'hôpital de Goma, hôpital de référence de la province, a reçu un accompagnement spécifique de la part de nos assistants techniques et d'experts de l'hôpital

Erasmus, tant pour son rôle de prestataire de soins que pour les rôles importants qu'il doit jouer dans la formation et dans le support clinique à fournir aux hôpitaux des zones de santé. L'appui a été apporté en termes de ressources mais aussi en termes de renforcement de la qualité des prestations (protocoles de soins, hygiène, sécurité du patient) et d'appui à la gestion (administrative, financière et ressources humaines). L'amélioration de la qualité de la prise en charge, liée à la mise en place d'une tarification forfaitaire et à l'accès au système de subvention des soins mis en place par l'UE, a permis de doubler l'activité de l'hôpital en un an. La satisfaction de la population a augmenté, les coûts sont mieux maîtrisés. L'augmentation des recettes et une meilleure gestion des investissements par une équipe de direction renforcée ont permis d'ancrer l'hôpital dans une spirale vertueuse. Fragile, cette dernière doit encore être soutenue. L'encadrement technique va être poursuivi et l'arrivée des fonds promis pour la réhabilitation de l'hôpital devrait être un élément clé de ce renforcement.

LA RÉORGANISATION DE L'OFFRE DE SOINS EN MILIEU URBAIN

La recherche-action sur la médicalisation des centres de santé en zone urbaine, entreprise afin d'élaborer une proposition d'offre de soins en phase avec l'urbanisation actuelle, s'est poursuivie. Les travaux entrepris en 2018 ont été terminés et les deux centres de santé médicalisés urbains prévus dans le projet ont pu ouvrir leurs portes à Goma. L'évaluation de ce dispositif innovant est en cours. Si l'intérêt d'une équipe pluridisciplinaire élargie à un médecin, un kinésithérapeute, un psychologue, est manifeste¹, le changement induit a également suscité quelques résistances, qui sont aujourd'hui travaillées pour être comprises et surmontées.

L'APPUI AUX INSTANCES DE COORDINATION

En 2019, les assistant·e·s techniques ont poursuivi leur appui à la Division provinciale de la santé (DPS) et aux bureaux centraux des zones de santé, malgré un travail rendu plus difficile par l'organisation de la riposte Ebola, qui a momentanément attiré beaucoup de cadres vers des missions rémunératrices. Le focus a été mis sur l'organisation des missions d'accompagnement des zones de santé, sur l'analyse des données sanitaires et sur l'amélioration de la gestion financière (notamment la mise en place de la comptabilité à partie double et la gestion des passations de marchés). L'approvisionnement en médicaments des zones de santé a été rationalisé et professionnalisé. Les cadres de la DPS ont été sensibilisés à la thématique du genre. Une première

analyse des processus participatifs et des relations hommes-femmes a été réalisée.

DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'ACCREDITATION

Le système d'accréditation sera à terme un élément central du système de santé puisqu'il permettra de vérifier la qualité des soins proposés dans les structures de santé et d'orienter les subventions des soins vers celles répondant aux critères minimums de qualité. Les populations pouvant alors accéder à des soins de qualité à des tarifs abordables et contrôlés devraient être le moteur d'une spirale positive où l'augmentation de la fréquentation stimule la motivation au travail et engendre des rentrées financières plus importantes, permettant d'accroître les équipements et la qualité des services. Le PADISS s'attelle à la mise en place des préalables nécessaires au fonctionnement de ce système d'accréditation : améliorer les infrastructures et équipements, renforcer les compétences du personnel, s'assurer de la disponibilité et de la bonne gestion des intrants (médicaments, vaccins, petit matériel), réfléchir aux sources de financement. Il a également permis d'initier un premier round d'évaluation de la qualité de l'offre de soins. En 2019, les compétences cliniques, la situation

1 — Les normes actuelles en RDC éditées en 2006 (MSP-RDC, 2006) prévoient une équipe constituée de 5 personnes pour 10.000 habitants (2 infirmiers, 1 technicien de laboratoire, 1 agent commis à la réception et 1 clerc).



budgétaire, les capacités de gestion, les modalités d'approvisionnement en médicaments essentiels et le niveau d'équipement ont été évalués dans différentes structures. 24 structures de la province, 2 hôpitaux et 22 centres de santé, ont atteint les minimums requis.

ASSURANCE SANTÉ

Les réflexions sur la question globale du financement des soins de santé se sont poursuivies en réalisant deux études permettant de définir les préalables à la mise en place d'un système d'assurance maladie adapté au contexte. La première étude, réalisée à Kinshasa, a étudié le contexte institutionnel et a permis de mettre en évidence : (i) les limites du cadre légal (loi sur les mutualités), (ii) la contrainte que représente la faible qualité des services de santé, (iii) la nécessité de mettre en relation la loi sur la santé publique et la loi sur les mutualités, lors de l'élaboration des mesures d'application, (iv) la nécessité de prévoir dans les mesures d'application des mesures indirectes d'obligation et des financements innovants. La seconde étude est une étude actuarielle qui, sur base des données disponibles, a pu évaluer le coût de l'assurance maladie au Nord-Kivu à 20 dollars par an et par habitant.

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Fin 2019, un nouvel objectif visant la lutte contre la malnutrition a été ajouté au projet. Pour concilier l'urgence de la situation avec une volonté de recherche de solutions durables, nos équipes vont agir en parallèle sur deux axes. D'une part de mener des actions rapides de prise en charge des enfants malnutris par l'acquisition et la distribution d'intrants nutritionnels. D'autre part, élaborer avec les autorités une stratégie plus durable se basant sur les ressources disponibles localement.



PERSPECTIVES

En 2020, l'organisation de l'hôpital provincial du Nord-Kivu sera consolidée, les compétences de son personnel renforcées. Si les financements promis arrivent, les travaux de sa réhabilitation pourront commencer. L'offre de formation au CFNK sera élargie et liée au système d'accréditation dont la mise en place sera également appuyée, permettant d'ancrer la formation continue dans les habitudes des praticiens et décideurs de la province. La recherche-action concernant la nouvelle organisation des soins en milieu urbain sera poursuivie pour proposer un modèle de centre de santé médicalisé urbain performant, viable et adapté. Les autorités sanitaires seront conseillées dans la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle (CSU) et dans l'élaboration d'un plan provincial de prise en charge de la malnutrition.



BAILLEURS



Belgique
partenaire du développement

PARTIES PRENANTES



Fonds d'Achat des Services de Santé P.O.

BUDGET 2019

3 233 661, 86 €

CONTACT

daniela.chinnici@ulb-cooperation.org

jeanbosco.kahindo@ulb-cooperation.org



RDC, KINSHASA

AGIR ENSEMBLE POUR AMÉLIORER LES SOINS

Le projet de santé mené par ULB-Coopération à Kinshasa vise, comme ailleurs, une meilleure accessibilité des populations à des soins de meilleure qualité. Pour compenser ses moyens limités mais aussi les difficultés de collaboration avec les autorités, le projet met essentiellement le focus sur la capacité des populations et des acteurs du système de santé à devenir eux-mêmes une réelle force de changement, en se basant essentiellement sur des ressources déjà disponibles. C'est pourquoi, la notion de « plateforme » est le point commun des trois axes complémentaires de l'action que nous menons à Kinshasa.

LA PLATEFORME HOSPITALIÈRE DE LA RDC (ph-rdc.org) s'est créée à Kinshasa en novembre 2012, sous l'impulsion de plusieurs ONG belges, à la suite d'une réflexion autour des possibilités pratiques des hôpitaux à répondre aux impératifs d'accessibilité et de qualité des soins de santé. Elle est aujourd'hui une association indépendante qui regroupe 32 hôpitaux membres, de nature diverse (confessionnel ou non, public ou privé, de petite ou grande taille...). Le rôle rempli par la PH-RDC est triple :

- Elle offre un espace inédit de rencontre et d'échange de bonnes pratiques entre pairs ;
- Elle organise des formations spécialisées du personnel des hôpitaux, médical, infirmier, technique et administratif ;

- Elle finance la réalisation de micro-projets pour l'amélioration de la qualité des soins au sein des hôpitaux membres. Les micro-projets constituent une spécificité importante et novatrice de la PH-RDC. Ils sont « micro » car ils doivent avoir un impact sensible pour un coût très réduit (environ 5.000 €). Ils sont « projets » car élaborés par les équipes des hôpitaux puis évalués par les pairs afin que seuls les meilleurs soient financés, en fonction du budget disponible. En 2019, deux cycles de micro-projets ont eu lieu. Le premier visait des améliorations en hygiène hospitalière et le second

répondait à des besoins identifiés dans les Plans de développement hospitalier, propres à chaque établissement. Deux effets positifs ont marqué ce processus. D'une part, l'efficacité des projets menés. D'autre part, la richesse des échanges ayant mené à la sélection des projets.

Bien que jeune, la PH-RDC a déjà convaincu différents bailleurs, tant par la dynamique d'émulation qu'elle engendre que par les signes de maturité dont elle fait preuve dans sa gouvernance et sa gestion.





LE « GROUPE DE RÉFLEXION DES ACTEURS DU 1^{ER} ÉCHELON DE SOINS¹ » de la commune de Kintambo (100.000 habitants) est un groupe informel (une plateforme) rassemblant neuf prestataires de soins, un institut de formation médicale et un représentant de l'administration de la santé. Ensemble, ces acteurs de types très différents (publics, privés, de petite ou grande taille) partagent idées, bonnes pratiques et problèmes rencontrés. Dans un fonctionnement similaire à celui de la PH-RDC, ils organisent conjointement des formations et se sont engagés dans un processus de micro-projets. Ces micro-projets, par exemple l'installation d'une citerne d'eau de pluie à pompe solaire dans le centre de santé de Lubudi Luka, démontrent ici aussi des effets d'entraînement prometteurs. Le centre, mieux équipé, accueille désormais plus de patient-e-s qui ont une plus grande confiance dans la qualité des soins qu'ils ou elles peuvent recevoir. Les revenus des consultations médicales augmentent et permettent de continuer ce cercle vertueux d'améliorations qualitatives. Pour alimenter la réflexion au sein de ce groupe du 1^{er} échelon, chaque année une thématique est sélectionnée et mise en débat. En 2019, le choix s'est porté sur la détection

de la drépanocytose, maladie génétique du sang, insuffisamment détectée en RDC. Ce sujet commun a entraîné une mise en commun partielle et inédite de la prise en charge du processus de détection et de celle des drépanocytaires.

LA « PLATEFORME DES USAGERS », au niveau de la population, à Kintambo également, constitue un lieu de sensibilisation pour que les citoyennes et citoyens s'approprient leur droit à la santé. Notre partenaire, l'ONG locale Étoile du Sud, sensibilise les habitant-e-s à la pertinence d'une approche inclusive et au rôle qu'ils, elles, ont à jouer dans l'organisation du système de santé. En complémentarité à ce processus de conscientisation, la plateforme des usagers permet aux populations de réaliser des améliorations concrètes qui, en 2019, se sont concentrées sur l'assainissement des quartiers, par l'égouttage et la gestion des déchets. Si certains ont craint que l'action ne devienne activisme, aujourd'hui, les autorités locales reconnaissent la pertinence de l'approche et le modèle se diffuse à d'autres communes.

PERSPECTIVES

En 2020, la PH-RDC devra asseoir sa gestion et poursuivre son processus de légitimation par les acteurs sanitaires de la RDC. Le Groupe de réflexion du 1^{er} échelon a pour objectif d'accroître le nombre de ses membres, afin de devenir plus représentatif au sein de la commune. Le Groupe des usagers devra, lui, s'assurer de maintenir la dynamique citoyenne, pour se renforcer et continuer son action à Kintambo. ULB-Coopération veillera à encourager progressivement la collaboration des différentes plateformes, pour passer à un nouveau stade de concertation et de constructions communes. Ces expériences devront être partagées, afin de les proposer à d'autres communes congolaises.

PARTIES PRENANTES



BAILLEUR



Belgique

partenaire du développement

BUDGET 2019

271 468,64 €

CONTACT

felix.vanderstricht@ulb-cooperation.org

serge.ngaima@ulb-cooperation.org



1 — Dans l'organisation d'un système de santé basé sur le principe dit des soins de santé primaire, tout patient se rend normalement d'abord dans un centre de santé, structure du 1^{er} échelon avant d'éventuellement être « référé » vers un hôpital, structure du 2^{ème} échelon.

RDCONGO, PROJETS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX AGIR DE MANIÈRE INTÉGRÉE

Le projet agro-environnemental d'ULB-Coopération, en RDC, se déploie au Kongo central, province au Sud-Ouest de Kinshasa, précisément autour de Luki et de Kisantu.



La réserve de **Luki**, créée en 1937, afin de protéger une forêt subéquatoriale primaire, est, aujourd'hui, victime de nombreuses menaces, dans un contexte de pression foncière croissante, notamment l'agriculture itinérante « abattis-brulis » et la carbonisation du bois pour fabriquer le combustible indispensable : le makala. Sans accès ni au gaz ni à l'électricité, il sert quotidiennement, dans chaque ménage, à la confection des repas.

Le projet d'ULB-Coopération vise à identifier et co-construire des pistes de gestion intégrée des territoires tout en améliorant durablement les conditions de vie des populations riveraines de la réserve, notamment via l'intégration de l'apiculture au sein des systèmes agricoles. Les compléments générés par la pratique apicole visent à limiter les incursions dans la zone protégée, tout en renforçant la diversification des revenus des habitant-e-s.



À **Kisantu**, située à environ 150 km de la capitale, le projet mis en œuvre avec notre partenaire, le CCDS, vise à appuyer les systèmes de culture des paysans, en renforçant leurs facteurs de production (sécurisation des terres, disponibilisation d'outils et intrants) tout en soutenant des pratiques culturelles identifiées collectivement comme durables écologiquement, socialement et économiquement. Ces pratiques issues de l'agroécologie ou de la gestion intégrée de la fertilité des sols sont d'abord expérimentées et adaptées aux conditions locales par le biais de champs-écoles paysans (CEP).



2019 aura été marquée par un renforcement attendu des réseaux, un approfondissement des synergies, particulièrement avec les acteurs principaux œuvrant dans la zone de la Réserve de Biosphère de Luki (l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomique – INERA, l'École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux – ERAIFT et le WWF), dans le but de générer ensemble des connaissances et une capitalisation de nos pratiques respectives, ainsi que des études contextuelles et outils de décision sur lesquels fonder une approche et des stratégies d'intervention cohérentes.

Le travail des années précédentes a également permis à l'ONG d'être reconnue parmi les acteurs agro-environnementaux actifs en RDC, et l'a menée à organiser la première plateforme d'échanges sur les thématiques agro-environnementales, dans le cadre du programme PASPOR (programme commun de l'Alliance AgriCongo qui regroupe les ONG belges œuvrant dans le domaine agricole en RDC, ainsi que leurs partenaires locaux). Cette plateforme ambitieuse a rassemblé plus d'une centaine d'intervenants locaux, nationaux et internationaux, durant une semaine, afin de poser les jalons d'une collaboration accrue.

Le soutien fourni au développement de l'apiculture a produit des effets largement appréciés en 2019 : les compétences apicoles se sont améliorées, le reboisement (particulièrement d'espèces mellifères) a été constaté, le dynamisme de la filière a crû. Fin 2019, l'engouement était tel que l'appui proposé par ULB-Coopération ne suffisait pas à répondre à l'ensemble des nouvelles « vocations » d'apiculteurs et apicultrices.

En 2019, une large étude des systèmes

agaires et fonciers autour de Luki a été lancée, en partenariat avec les acteurs principaux de la zone, sur base de la méthodologie du « diagnostic agraire ». Cette étude a permis de mettre en évidence une typologie des « bénéficiaires » et leurs « systèmes de productions » types, et de mieux appréhender la manière dont les différentes actions mises en œuvre peuvent impacter les dynamiques. L'objectif est de pouvoir moduler les stratégies d'intervention en fonction de chaque contexte et chaque type d'acteur, de façon à en améliorer l'équité, les impacts et la durabilité. La gestion intégrée des territoires ainsi promue ouvre une vision plus cohérente des actions à mener. Cette « méta-étude » a été lancée d'abord avec l'appui d'un consultant sous forme de « formation-action » avec les équipes locales (qui ont été formées activement aux diagnostics agraires tout en participant à l'étude, ce qui a permis d'en améliorer la « force de frappe » avec une équipe de 20 personnes), et ensuite par le travail d'un binôme de jeunes diplômés franco-congolais durant 3 mois. Le renforcement méthodologique et stratégique des équipes dans ces approches dites « systémiques » est un objectif lié à la construction du réseau Synapic et amorce une dynamique qui sera poursuivie dans les années à venir, afin de consolider notre positionnement.

La mise en place du jardin botanique mellifère s'est poursuivie au sein de la station de recherche de l'INERA, dans la réserve de biosphère de Luki, avec pour objectif d'améliorer les connaissances, la valorisation, la conservation et la disponibilisation de plantes mellifères locales.

À Kisantu, le projet agricole a consolidé les nouvelles dynamiques et organisations, avec le partenaire, établies en 2018. Les approches participatives et les échanges de savoirs sont de plus en plus intégrés et reconnus dans les pratiques. Les CEP, confrontés à divers problèmes, principalement fonciers, ont été de mieux en mieux utilisés et ont ainsi permis un accroissement des activités par les populations. Ces deux dernières années ont démontré combien la compréhension des

enjeux socio-économiques est essentielle à toute implémentation de projet de développement.

L'ONG a également accueilli plusieurs stagiaires et mémorants, belges et congolais, de différentes facultés universitaires, qui ont contribué à développer nos connaissances et notre compréhension quant au développement des « jachères apicoles » et à l'intégration de la RNA (Régénération Naturelle Assistée) (Dorian Dejace), aux dynamiques d'appropriation de pratiques « innovantes » au sein des champs-écoles (Romain Octin), mais aussi à la cartographie du jardin botanique mellifère de Luki (Nadège Cirezi) et à la conception de séchoirs solaires au sein du centre de formation et d'expérimentation CEDITA (Jiry Ngoma et Dieudonné Mubiayi).

Enfin, le projet d'intégration de l'apiculture aux initiatives d'agroforesterie et reboisement en vue d'atténuer le changement climatique, qui prenait place à Ibi-Village avec notre partenaire GI-AGRO, s'est achevé en décembre 2019. Ce projet, nommé PAC2A (« Atténuation et adaptation aux changements climatiques par la promotion de l'apiculture dans la Ville Province de Kinshasa ») s'est déroulé sur deux années et a permis de reboiser activement 35 ha et de mettre 50 ha en défens, tout en appuyant la coopérative d'apiculteurs « PLAAIVE », grâce aux formations, suivi de la production, sécurisation foncière et appui matériel (près de 1000 ruches).

Des initiatives d'expérimentation sur le site ont également pu être lancées, afin d'évaluer les performances de différents types de ruches et environnements mellifères. Ces recherches se poursuivent actuellement, et une collaboration sur le développement des connaissances sur la flore mellifère est prévue avec le professeur émérite de l'ULB, Jean Lejoly, via le réseau Synapic d'ULB-Coopération.

En tant qu'ONG universitaire, ULB-Coopération a également consolidé son positionnement de connecteur entre les institutions de recherche et les projets sur le terrain, via

le développement d'un réseau d'échanges (le réseau Synapic), dans le but notamment d'améliorer la compréhension des contextes et des acteurs au sein de nos zones d'intervention, et d'améliorer les pratiques et stratégies.

2020 viendra raffermir encore les approches, les acteurs et actrices impliqués dans ces projets et les partenariats développés. Maintenant que la configuration du projet paraît totalement opérationnelle, les aspects de développement des connaissances et des méthodologies seront au cœur de l'intérêt de l'ONG, tout comme la capitalisation des bonnes pratiques d'appui et d'accompagnement.

Mini-mielleries

6 nouvelles mini-mielleries en autogestion communautaire ont été implémentées au sein de chacune des associations apicoles appuyées, regroupées sous le Collectif des Apiculteurs du Mayombe (COAPMA), actif autour de la réserve de biosphère de Luki. Ces bâtiments, dans lesquels on retrouve tout le matériel nécessaire à l'extraction, la maturation, au stockage et au conditionnement du miel, ont permis d'améliorer toutes ces étapes post-récolte de la filière apicole. Le miel ainsi conditionné est envoyé pour moitié vers des marchés de niche à Kinshasa, et pour l'autre moitié vers des marchés locaux, que l'équipe travaille actuellement à développer.

BAILLEURS



BUDGET 2019

492 246,19 €

PARTIES PRENANTES



CONTACT

sarah.belalia@ulb-cooperation.org
ernest.muanda@ulb-cooperation.org

BURKINA FASO

DÉVELOPPER, EN CONTEXTE D'INSÉCURITÉ

Depuis 2015, les attaques djihadistes et l'insécurité au Mali, au Niger et au Burkina Faso provoquent une crise humanitaire peu médiatisée mais dramatique. Des centaines de milliers de déplacés internes et de réfugiés ont dû fuir les violences. En 2019, le phénomène s'est malheureusement amplifié, en particulier au Burkina Faso. L'insécurité s'est installée sur les routes, dans les villages de différentes parties du pays. 765.000 Burkinabè ont quitté leur foyer et se sont installés dans des campements rudimentaires, manquant souvent d'eau, de vivres et de soins. Cette aggravation de la situation, plus rapide qu'attendue, a évidemment eu des répercussions importantes sur nos projets, notre équipe et nos partenaires, qui ont dû veiller à leur sécurité tout en réorganisant leurs activités.

AU CENTRE-NORD DU PAYS

Dans la région de Barsalogo, au Centre-Nord du pays, aujourd'hui très durement touché par le terrorisme, ULB-Coopération collabore depuis de longues années avec l'Association Impulsion. Ensemble, elles ont développé une grande expérience autour de trois domaines d'intervention : l'hydraulique villageoise (forages, réseau d'approvisionnement, système de maintenance des ouvrages), l'électrification rurale (mise en place de réseaux électriques en zones rurales) et l'environnement (appui à la gestion durable des ressources naturelles et valorisation des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux). La détérioration rapide de la situation a contraint de modifier

les objectifs communs. L'ambition de restaurer le massif forestier de Koriko, situé en zone djihadiste, a dû être abandonnée. Les actions de maintenance et de formation à la maintenance des ouvrages hydrauliques mises en place les années précédentes dans la région de Barsalogo, ont également été interrompues. L'insécurité ne permettait ni au personnel de se déplacer, ni aux matériaux de maintenance d'arriver à destination. L'unité de transformation de produits forestiers non-ligneux mise en place à Barsalogo, produisant les huiles, les savons ainsi que les tourteaux de balanites ou de fruits du baobab, a été déplacée à Ziniaré, dans la région du Plateau-Central, fin 2019.

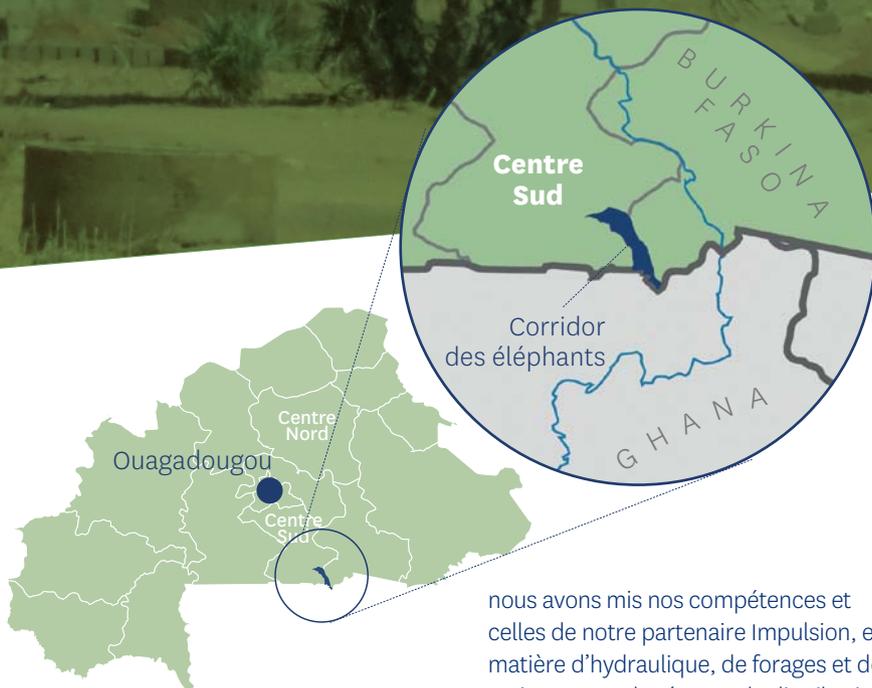
Les modifications importantes du contexte, leurs implications fortes sur nos activités, nous ont évidemment forcés à prendre des mesures de sécurité et à nous interroger sur notre rôle en tant qu'ONG de développement dans une zone mise en état d'urgence. Des mesures de protection supplémentaires ont été prises pour notre bureau à Ouagadougou et pour organiser les déplacements sur le terrain de nos agents et de nos partenaires. ULB-Coopération est devenue membre d'une ONG spécialisée dans la sécurité (INSO) qui fournit quotidiennement des informations sur la situation sécuritaire du pays et qui prodigue des formations « sécurité » au personnel. Concernant nos actions, n'étant pas destinés à devenir une ONG d'urgence,

nous avons mis nos compétences et celles de notre partenaire Impulsion, en matière d'hydraulique, de forages et de maintenance de réseaux de distribution d'eau, à disposition des autorités et des responsables de la gestion de la crise. ULB-Coopération et Impulsion ont intégré le « cluster WASH Urgence ». Des fonds du programme financé par la Coopération belge ont été réaffectés en urgence pour réparer la foreuse hydraulique, permettant ensuite de la mettre à disposition dans les zones qui accueillent les personnes déplacées.

AU CENTRE-SUD DU PAYS

La seconde zone d'intervention d'ULB-Coopération, autour de Pô, au Centre-Sud du Burkina, a été moins affectée et la plupart des activités, bien qu'adaptées et ralenties par le respect des mesures de sécurité, ont pu être poursuivies.

Le « Corridor des éléphants » est une zone en passe d'être protégée située entre trois réserves, le Parc national de Kaboré Tambi, la forêt de la Sissili et la forêt de Nazinga. C'est là qu'interviennent deux partenaires d'ULB-Coopération, APAF et NatuDev pour appuyer les populations riveraines à vivre au mieux de leurs ressources naturelles sans empiéter sur ce corridor, indispensable aux transhumances de la grande faune entre les vastes forêts des alentours. APAF promeut des activités visant à restaurer les sols avec l'agroforesterie. NatuDev est active dans la gestion des aires protégées, des ressources naturelles et de la faune, et dans la valorisation des produits forestiers non-ligneux.





Elle accompagne des petites coopératives d'apiculteurs et de productrices de beurre de karité pour développer leurs activités.

APAF Burkina, tout comme sa « sœur » sénégalaise, a pour spécialité l'agroforesterie et vise l'amélioration des rendements des cultures tout en garantissant la préservation des sols. En 2019, dans les 6 villages riverains du corridor, des pépiniéristes villageois ont été formés et les producteurs ont été accompagnés sur les techniques de plantation et de gestion de 96 ha de champs agroforestiers. L'ONG NatuDev a proposé des approches complémentaires, afin d'augmenter les revenus des familles sans empiéter sur le corridor. En 2019, une centaine de ruches ont été distribuées aux apiculteurs-trices, préalablement formé-e-s. Une étude menée sur les filières miel et karité a permis de conseiller les coopératives dans la production et la distribution du beurre et du savon de karité. Un magasin de vente de ces produits et un réseau de distributeurs des produits naturels issus du Corridor ont été créés.

Les actions menées au niveau du « Corridor des éléphants » ont été conçues pour être en parfaite synergie avec un Projet de Recherche Développement financé par l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES), intitulé « Intégration de la conservation de la biodiversité et du développement local dans le contexte d'aires protégées du complexe écologique PO-NASI », mené par le Professeur Charles De Cannière de l'Université libre de Bruxelles, en partenariat avec l'Université Ouaga 1

Professeur Joseph Ki-Zerbo, Gembloux Agro-BioTech, ULB-Coopération et l'association burkinabè NatuDev. Un des résultats les plus attendus du projet était l'accès du Corridor au statut d'Aire Protégée Communautaire. Pour y parvenir, le travail a consisté à accompagner la constitution des associations villageoises de gestion, à former les autorités locales à la gestion des ressources naturelles, à réaliser un inventaire floristique et faunique ainsi qu'un Plan d'Aménagement et de Gestion communautaire. Malheureusement, les troubles sécuritaires dans la région ont retardé la finalisation de ce plan d'aménagement, et postpose la possibilité de classement, maintenant espéré pour 2020.

PERSPECTIVES

La crise sécuritaire djihadiste est aujourd'hui loin d'être réglée, et celle, récente, de la COVID-19 ne dit rien qui vaille. Outre les atrocités commises, c'est la situation socio-économique de toute une population fragile qui est encore fragilisée. De nombreuses familles d'agriculteurs et d'éleveurs ont dû fuir et se retrouvent réfugiées dans des zones qui peinaient déjà à fournir, aux populations locales, suffisamment de services de première nécessité. Les circuits économiques sont paralysés. Le pays glisse de manière effrayante vers une crise alimentaire généralisée. Toutefois, tant que les conditions permettent aux équipes d'ULB-Coopération et à ses partenaires de soutenir les habitant-e-s des régions concernées, les projets seront poursuivis et gardent tout leur sens dans la région.

1 — Water, Sanitation, Hygiene.

Connaissances locales indispensables

Dans la zone de Barsalogo, l'arrivée de près de dizaine de milliers de personnes déplacées a plus que triplé les besoins en eau potable. Les ONG humanitaires qui sont intervenues dans cette crise ont trouvé, en notre partenaire, l'Association Impulsion, un opérateur bien implanté dans la zone, alliant savoir, savoir-être et savoir-faire, pour comprendre le fonctionnement local de la fourniture en eau potable et le réseau de distribution au sein de la ville de Barsalogo. Ses connaissances en matière de forage hydraulique et de capacité d'approvisionnement dans la région ont été mises à profit.



BAILLEURS



BUDGET 2019
503 299,89 €

PARTIES PRENANTES



CONTACT

thierry.decoaster@ulb-cooperation.org
josefa.some@ulb-cooperation.org



SÉNÉGAL

ENRACINER NOS ACTIONS ET SOUTENIR LES COLLABORATIONS

Au Sénégal, nos trois partenaires agissent sur la production durable des ressources naturelles, en appuyant des exploitations familiales ou des groupements, principalement de productrices de produits maraîchers ou de transformatrices de produits issus de la forêt (miel, huiles naturelles...).



APAF, l'Association pour la promotion de l'agroforesterie, vise à diffuser le plus largement possible les pratiques agroforestières, afin d'augmenter les revenus des ménages tout en préservant (ou régénérant) la richesse des sols. Dans la région de Thiès, plus de 800 ménages reboisent durablement leur parcelle, retrouvant ainsi de multiples bénéfices essentiels tels le fourrage pour les animaux, le bois de chauffe, l'érosion atténuée mais aussi l'amélioration de la fertilité de la terre et les sols restaurés ou encore l'ombrage. Pour ses plantations, APAF sélectionne des essences d'arbres qui ont une croissance rapide, dont les racines plongent profondément dans les sols pour y trouver de l'eau sans gêner les cultures de surface, qui ont un haut potentiel de capture de l'azote atmosphérique et qui peuvent constituer des brise-vents efficaces. Devenue référence au Sénégal, APAF est régulièrement consultée par des ONG européennes et sénégalaises afin d'adopter le même itinéraire technique. Dans le projet conduit avec ULB-Coopération, APAF a sensibilisé 5 villages supplémentaires en 2019, avec 64 ménages d'agriculteurs familiaux formés à l'agroforesterie,

qui ont mis en place 5 pépinières et ont produit 30.000 plants de jeunes arbres. Depuis son lancement en 2017, ce projet, cofinancé par la Coopération belge (DGD) a, à ce jour, permis à 223 exploitations familiales de 21 villages d'améliorer leurs pratiques agricoles, et de recréer un couvert végétal arboré sur 172 hectares de parcelles cultivées en agroforesterie (environ 125.000 arbres replantés).

L'association Am Bé Koun Solidarité (ABK-S), deuxième partenaire d'ULB-Coopération au Sénégal, conçoit ses actions de manière holistique et vise l'amélioration des conditions de vie des populations au sens large. Dans le cadre du projet mené conjointement avec ULB-Coopération, ce sont plus précisément les groupements de femmes et les exploitations familiales de 5 villages de la région de Tambacounda qui sont accompagnés. Une enquête sur la situation nutritionnelle des ménages réalisée en 2018, en collaboration avec l'Université de Dakar et l'École de Santé Publique de l'ULB, a permis une meilleure compréhension de la situation et d'affiner les axes de l'intervention, l'un visant l'adoption de meilleures pratiques alimentaires et d'hygiène, l'autre veillant à renforcer les capacités de production.

En 2019, des campagnes de sensibilisation sur la nutrition et l'hygiène (en particulier le lavage régulier des mains) ont été organisées dans les cinq villages. Des référents communautaires ont été formés pour, notamment, poursuivre la transmission de ces messages essentiels. Six groupements de femmes et hommes ont été soutenus pour l'aménagement de leurs périmètres maraîchers. Des clôtures en grillage ont été déployées pour protéger les productions. Des puits avec pompes solaires ont été installés. Des magasins construits pour le stockage. Du petit matériel d'exploitation fourni. Les membres des groupements ont été formés à la gestion administrative et financière, aux techniques de maraîchage bio – principalement par l'agroécologie – et à la nutrition. Un accompagnement similaire a été apporté à une dizaine d'exploitations familiales, où de longues années de cultures conventionnelles avaient fortement appauvri les sols et fait disparaître peu à peu les pratiques ancestrales d'agroécologie. Les parcelles ont été aménagées et équipées (puits, clôture en grillage, petit matériel, etc.). 2.000 arbres ont été plantés dans ces parcelles, dont 700 fertilitaires et le reste constitué d'haies-vives, de moringa, de fruitiers (anacardiés, manguiers). Les responsables ont été formés sur les techniques d'agroforesterie pour la refertilisation des sols et donner toutes les chances de survie aux nouvelles plantations.

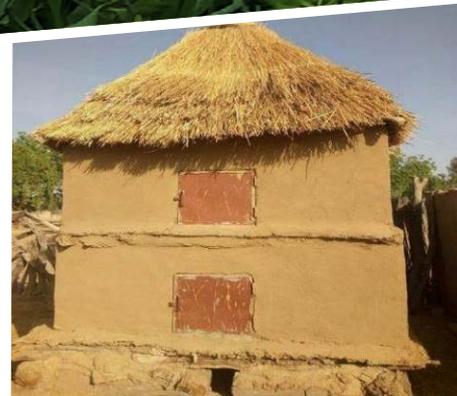
L'attention aux aspects nutritionnels a également été développée dans le cadre d'une synergie entre ULB-Coopération, ABK-S et Ivory Foundation qui, depuis 2018, cible les femmes qui fréquentent le centre

de santé de la commune de Dawady, dans l'Est du Sénégal. Une ferme-école agroforestière y a été installée pour soutenir les activités de maraîchage de 147 femmes productrices. En 2020, un formateur en maraîchage et agroforesterie attaché à la ferme-école initiera des tournées de formations, dans une vingtaine de villages environnants.

Le travail mené sur ces deux axes semble porter ses fruits. La situation nutritionnelle des ménages s'améliore, grâce à l'adoption de meilleures pratiques alimentaires mais aussi à une production alimentaire accrue, de meilleure qualité et plus diversifiée.

La dernière zone d'action ciblée par ULB-Coopération est le delta du Sine Saloum, où est implanté notre partenaire Nébédáy, qui centre son intervention sur la préservation de son environnement (forêts, mangroves). Là, tout est fait pour que les populations, dès le plus jeune âge, prennent davantage conscience de l'extraordinaire biodiversité de la région et soient en mesure d'exploiter les ressources naturelles disponibles tout en assurant leur régénération. 27 comités villageois ont été organisés en 3 comités intervillageois autour de 3 forêts, avec un financement précédent (AWAC, 2016-2018). En 2019, Nébédáy a poursuivi l'accompagnement de ces comités, afin de s'assurer qu'ils parviennent à faire respecter les Plans d'Aménagement et de Gestion de forêts et luttent avec les écogardes contre l'exploitation abusive des ressources. Chaque année, Nébédáy organise également une vaste campagne de reboisement, mobilisant des centaines de planteurs de tout âge, avec le soutien de plusieurs organisations, dont ULB-Coopération. En 2019, ce sont plus de 600.000 arbres qui ont ainsi été plantés et référencés sur le site www.reboisonslesenegal.org.

Le reboisement est aussi au cœur du projet *Gandiaxx Day Nate* qui a débuté en 2019, avec l'accompagnement de scientifiques de l'ULB et de Gembloux Agro-Bio Tech. Il vise à restaurer les écosystèmes terrestres et de mangroves dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum, et a commencé par la plantation de 260.000 palétuviers (arbres de mangroves) et 47.000 palmiers rôniers. En parallèle et pour diminuer la consommation de bois, 24 femmes ont été formées à la confection de « foyers améliorés » très économes et 230 de ces foyers ont été installés dans des ménages. Des modules pédagogiques, destinés aux élèves et aux élus, ont été élaborés pour des formations sur l'environnement qui seront dispensées en 2020. Sur le plan scientifique, une méthodologie de suivi des reboisements a été mise en place et des études sont en cours sur les quantités de carbone qui seront séquestrées par les arbres plantés et les quantités non émises dans l'atmosphère, grâce aux foyers améliorés.



Greniers traditionnels améliorés

En réaction à l'introduction de semences améliorées, hybrides, voire de variétés génétiquement modifiées, de plus en plus de paysans prennent conscience de l'intérêt de conserver et sélectionner leurs variétés traditionnelles locales et paysannes. Les greniers traditionnels de stockage présentent des risques au niveau de la structure. Les serpents adorant s'y réfugier, ils sont abandonnés par les paysans. Avec eux, ABK-S a mis au point une solution originale de greniers traditionnels améliorés, construits selon des pratiques ancestrales, adaptées aux conditions environnementales actuelles, tout en profitant des éléments de modernité disponibles sur place. Organisé en 2 compartiments, légumineuses (niébé et arachide) d'un côté, céréales (maïs, mil souna, sorgho) de l'autre, et utilisant des plantes locales dans une couche d'argile comme répulsif, les semences sont protégées des nuisibles, de l'humidité, des vents et du bétail. Ce travail a été récompensé d'un trophée « Initiatives Climat » de « l'Initiative Climat Afrique Francophone ».

CONTACT

thierry.decoaster@ulb-cooperation.org

chloe.salmon@ulb-cooperation.org

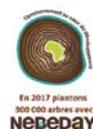
BAILLEURS



BUDGET 2019

305 386,73€

PARTIES PRENANTES





BELGIQUE

COMPRENDRE LES INTERDÉPENDANCES

Nous écrivions dans notre rapport 2018 que *les actions d'éducation et de citoyenneté critique menées par ULB-Coopération visaient à développer l'esprit critique des acteurs de l'Université pour leur permettre de mieux cerner les interdépendances, sur des enjeux globaux, entre leurs choix individuels et collectifs, en toute indépendance des discours dominants.* La crise mondiale que nous traversons en ce début d'année 2020 nous rappelle avec force combien cet objectif est essentiel et ambitieux. Sans attendre la pandémie de COVID-19 et comme les années précédentes, nos deux chargées de projets ont multiplié, en 2019, les activités visant à sensibiliser et renforcer la communauté universitaire dans son engagement et ses actions pour un monde plus juste et solidaire. En étroite collaboration avec leurs collègues des autres ONG d'Uni4Coop, elles ont mené plusieurs activités au sein et en dehors des cursus, toujours en collaboration et souvent en co-construction avec des membres de la communauté universitaire.

TOUCHER LE « GRAND PUBLIC »

Deux colloques, trois ciné-débats, une pièce de théâtre et différents ateliers, dont l'objectif était d'informer et d'amener le public à discuter des enjeux mondiaux, ont été organisés et ont touché plus de mille personnes en 2019.

En collaboration avec l'ASBL ULB-Engagée et avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles, le colloque « De l'ombre à la lumière : pour une politique de gestion des collections coloniales de restes humains dans les universités » a regroupé, durant une journée, plus de 120 personnes, dont des étudiant-e-s, des expert-e-s du milieu académique (ULB, UniKin, KUL, UCLouvain, Abomey-Calai, Saint-Louis), ou venant d'asbl (Société Royale Belge d'Anthropologie et de Préhistoire, Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations, Cercle Binabi, BAMKO-CRAN, ONG Coopération Education Culture) et de musées (Africa Museum, Musée de l'Homme de Paris, Conseil Interna-



"Vita Syio Muchezo ya Watoto - La guerre n'est pas un jeu d'enfants"



tional des Musées). Les riches échanges qui ont eu lieu ont permis d'alimenter la réflexion du groupe de travail sur le patrimoine colonial de l'ULB, dont ULB-Coopération fait partie.

Un second colloque, « L'Université : laboratoire de la transition », a été organisé à Liège et à Gembloux, avec nos partenaires d'Uni4Coop sous la coordination de l'ONG Eclasio. Après celui de Namur, en septembre 2018, ce deuxième colloque, organisé conjointement avec le consortium, a jeté les jalons d'une collaboration qui se veut désormais annuelle, sous l'appellation des « Assises Uni4Coop ».





Les projections des films *Styx*, *Chez Jolie Coiffure*, ou encore *Ceux qui restent* et l'organisation de la pièce théâtrale « *La guerre n'est pas un jeu d'enfants* », réalisée et jouée par la compagnie Théâtre & Réconciliation, ont permis d'échanger avec plus de 800 personnes sur des thématiques telles que la politique migratoire européenne, les conditions de vie des migrants et migrants, la condition des enfants soldats ou encore sur les importants paradoxes de « l'industrie de la paix » imposée par le Nord aux pays du Sud.

Le jeu de rôle « *Minoria Majoria* » a permis d'animer un atelier sur la coopération au développement, grâce à la fructueuse collaboration menée avec le Théâtre Varia, lors de leur journée « Méga Workshop ». Un world café, autour de la thématique « La culture comme vecteur d'intégration » a également été co-organisé avec le PointCulture ULB.

Réunissant une vingtaine d'équipes, soit plus de 90 étudiant-e-s, un Quizz interuniversitaire sur la thématique des migrations a été organisé, en collaboration avec l'Association des Cercles Étudiants et sa très dynamique déléguée culture. Cette activité, qui s'est déroulée dans une ambiance festive au cœur du quartier de l'université, a particulièrement été appréciée par les étudiant-e-s présent-e-s. Enfin, la participation à l'opération 11.11.11 du CNCD a permis de toucher un tout nouveau public. Une animation sur les « inégalités mondiales » a, en effet, été proposée aux 90 filles et garçons de la 105^e unité scout de la commune d'Evere.

TOUCHER LES ÉTUDIANTS ET PROFESSEURS DURANT LEURS COURS

Les activités au sein des cursus ont pris de l'ampleur. 17 activités ont été mises en place contre 11 en 2018. Elles ont permis à 688 étudiantes et étudiants (soit 200 de plus qu'en 2018) de mener des réflexions et échanges sur les enjeux mondiaux. Une nouvelle et fructueuse collaboration avec l'ONG Viva Salud a permis à des étudiant-e-s de santé publique, de sciences politiques et de communication, de découvrir, durant leur cours d'espagnol, les forces et les faiblesses du système de santé cubain. Nos collègues du Nord-Kivu sont également intervenus dans des cours sur les technologies liées à la santé, les politiques environnementales et la coopération au développement.

Deux belles réussites de l'année ont été les deux projets menés en collaboration avec l'École polytechnique de l'ULB et avec l'École supérieure des arts de La Cambre.

Le premier projet, appelé « Pepper challenge », a été mené à l'initiative de la Cellule de coopération au développement de l'École polytechnique de Bruxelles (Codepo). En juillet 2019, 24 étudiant-e-s de première année et de master de l'ULB, accompagnés par l'équipe pédagogique de la Codepo, ont rejoint des étudiant-e-s de l'Institut de Technologie du Cambodge, à Phnom Penh, pour travailler ensemble à l'élaboration de séchoirs de poivre à énergie solaire, à destination de coopératives locales. L'équipe ECMS d'ULB-Coopération a été sollicitée pour accompagner ces étudiant-e-s dans un processus de réflexion sur les tenants et aboutissants de leur voyage, allant au-delà des aspects techniques. Dès le début de l'année académique, une première activité sur le commerce des denrées alimentaires a été organisée, afin que les participant-e-s puissent prendre conscience de la potentielle plus-value ou non de leur projet sur le terrain. Lors de la journée de la coopération, en mars 2019, ils, elles, ont pu participer à deux jeux de rôle, l'un permettant de vivre les conditions d'accueil proposées aux personnes migrantes, l'autre questionnant leur manière d'agir dans le cadre d'un projet de coopération. En mai, les informations essentielles tant sur les aspects logistiques du voyage que sur les questions interculturelles ont été fournies aux étudiant-e-s. À leur retour, un débriefing a été organisé, afin de mettre en évidence les défis interculturels rencontrés ; belle occasion pour





toutes et tous, comme pour l'équipe pédagogique de la Codepo, de prendre conscience de toutes les nouvelles compétences acquises, grâce au projet.

Deux ateliers ont également été organisés à la demande de l'école supérieure des arts de La Cambre, dans le cadre d'un module interdisciplinaire réunissant des étudiant-e-s de la Cambre et deux artisans béninois de l'Association pour la Valorisation et la Promotion du Tissage Traditionnel d'Abomey. Après un séjour au Bénin, les étudiant-e-s ont été rejoint-e-s en Belgique par les artisans. Ensemble, ils ont participé à un premier atelier thématique sur la microfinance et les enjeux de la coopération (grâce à l'outil « Sudestan » du Service Civil international) puis à un second sur les échanges d'interculturalité au sein du groupe.

L'appui aux groupes étudiants actifs dans le domaine de la coopération s'est poursuivi en 2019. Des ateliers thématiques sur l'accueil des personnes migrantes en Belgique ont été organisés avec l'AEAD (association étudiante d'aide au développement). Ses membres ont été formés, avec l'appui du Service Civil International, à l'animation de l'outil « Partir ou rester » ; un outil pour s'informer sur les migrations et qui permet de ressentir au plus près, le vécu des migrants et migrantes. Quatre ateliers ont été proposés aux étudiant-e-s « expert-e-s » de l'asbl 180 degrees consulting pour les informer sur le contexte des ONG et des ASBL.

PERSPECTIVES 2020

L'important travail initié, en 2019, pour rencontrer les responsables de stages au sein des différentes facultés doit être poursuivi. Il permettra de cartographier toutes les possibilités existantes à l'ULB de partir en stage au Sud, leurs conditions et leur calendrier. L'objectif ciblé est qu'un maximum de filières s'inscrivent dans le processus d'encadrement proposé par ULB-Coopération, qui prévoit d'une part, le partage d'informations pratiques sur la plateforme www.stagesud.org et, d'autre part, un encadrement réflexif des étudiant-e-s, que ce soit avant leur départ, lors des séances de préparation aux départs, ou à leur retour, lors de débriefings permettant une réflexion allant au-delà du contenu technique du stage.



BAILLEUR



BUDGET 2019

93 635,25 €

CONTACT

julie.berthelier
@ulb-cooperation.org
audrey.villance
@ulb-cooperation.org

PARTIES PRENANTES



Le deuxième défi à relever en 2020 est l'organisation des premiers *Cooperation Games*. Un *serious games* sur les enjeux de la coopération au développement, où des équipes multidisciplinaires d'étudiant-e-s s'attèleront à trouver des solutions originales à des problèmes concrets rencontrés dans la mise en œuvre de nos projets au Sud. Des coaches seront à leur disposition et les solutions proposées seront soumises à un jury composé d'académiques, de professionnel-le-s de la coopération au développement, de partenaires locaux et de spécialistes de la communication. Initialement prévu en mars, les *Cooperation Games* sont reportés au mois de novembre.

ULB-COOPÉRATION, ONG UNIVERSITAIRE



Nous sommes une ONG universitaire, cela fait partie de notre ADN. Il s'agit là d'une identité qui s'induit de notre vision, de nos missions, de nos valeurs. Elle se construit au regard des projets que nous mettons en œuvre, notre approche, nos méthodologies, nos priorités. Elle nous différencie de la plupart des autres ONG.

Le consortium Uni4Coop, composé des quatre ONG universitaires, Eclodio, FUCID, Louvain Coopération et ULB-Coopération, a ouvert un chantier de réflexion en questionnant ses collaborateurs, ses partenaires, des universitaires et des membres de leurs instances.

À ce jour, 4 traits semblent caractériser l'ONG universitaire. Elle est :

- **« ANCRÉE »** dans son université, c'est-à-dire être présente sur le campus, sensibiliser les étudiants, offrir des opportunités de stage, accueillir des mémorants, des doctorants, initier des collaborations avec des académiques...
- **« ÉRUDITE »**, c'est-à-dire entreprendre des actions sur des bases objectivées scientifiquement, planifier ses actions dans un enchaînement logique, associer la recherche aux actions de terrain, faire appel à des experts, collaborer à l'écriture de publications...

— **« INTERMÉDIAIRE »**, c'est-à-dire faciliter et entretenir les liens entre les acteurs académiques et ceux de la société civile, faire profiter les scientifiques des expertises des populations/acteurs locaux, et inversement.

— **« INNOVANTE »**, c'est-à-dire à l'initiative de recherches-actions, favoriser une approche interdisciplinaire, générer de nouvelles connaissances, offrir une perspective créatrice.

De manière transversale, c'est la gestion des savoirs qui est au cœur de notre identité universitaire, et c'est sur cette question que nous travaillerons les prochaines semaines, pour construire des propositions de pratiques utiles et efficaces.



© Lara Herbim

UNI4COOP

Depuis bientôt quatre ans, les ONG universitaires francophones belges (Eclodio, FUCID, Louvain Coopération et ULB-Coopération) sont regroupées au sein du consortium Uni4Coop. Elles y développent des projets communs au Nord comme au Sud et échangent connaissances, expériences et expertises pour une amélioration globale de leurs différentes missions. L'année 2019 a vu cette belle collaboration se renforcer.

POUR UNE GESTION DURABLE DES MANGROVES

En février, Uni4Coop a organisé un colloque pour la gestion durable des mangroves, à l'Université de Lomé, dans le cadre du projet Expertise Universitaire – Mangroves financé par l'AWAC (Région wallonne). Cet événement a rassemblé une centaine d'académiques, acteurs de terrain, institutionnels, étudiant-e-s et communautés locales, venus d'Afrique et d'Europe, afin d'impulser des pistes d'actions pour une gestion durable de ces écosystèmes.

UN COLLOQUE POUR LA TRANSITION

En avril, Eclodio, en collaboration avec l'ULiège, a organisé un colloque Uni4Coop intitulé « L'université : laboratoire de la transition, quelle université pour demain? ». En s'inspirant de projets déjà en cours, ce colloque avait pour objectif d'ouvrir le débat autour du rôle des universités dans un projet global de transition.

PREMIER GRAND ATELIER UNI4COOP

Les équipes d'Uni4Coop se sont rencontrées à Liège en mai pour échanger et construire autour de leurs projets communs et complémentaires. Plus de 70 collaborateurs-rices d'Uni4Coop étaient réuni-e-s. Ensemble, nous avons évoqué les projets en cours, le renforcement de notre collaboration, les projets futurs et avons pris conscience de notre force et de notre capacité d'action commune.

300 BOURSIERS SENSIBILISÉS

La globalisation des savoirs était le thème de l'Event Boursiers 2019, une journée de réflexion que l'ARES et Uni4coop proposent annuellement aux 300 boursières et boursiers venus des 18 pays partenaires de coopération. Organisée à Gembloux en octobre,

cette journée a notamment permis de sensibiliser ces étudiant-e-s et doctorant-e-s par des ateliers thématiques animés par Uni4Coop et Iteco.

RÉFLEXIONS, FORMATIONS ET ÉVALUATIONS COMMUNES

Sur le terrain, les équipes de différents ONG ont organisé des ateliers de réflexion et de formation communs. Au Cambodge, Louvain Coopération et Eclodio ont travaillé ensemble sur les changements de comportement, les chaînes de valeur ajoutées ou encore sur l'agroécologie. Les deux même ONG se sont également réunies avec les partenaires péruviens et boliviens du programme. L'occasion de partager les avancées et leçons apprises des projets et d'analyser ensemble les perspectives et défis pour le futur.

Dans les pays où plusieurs ONG du consortium travaillaient sur la même thématique, les évaluations des projets ont été réalisées en commun. C'est par exemple le cas des projets en santé et en agriculture menés par Louvain Coopération et ULB-Coopération en RDC, du programme ECMS des quatre ONG en Belgique, ou encore des projets en agroécologie développés au Sénégal par ULB-Coopération et Eclodio.

uni4coop.org



NOS LIENS AVEC L'ULB



POUR POURSUIVRE NOS ACTIVITÉS, VOS DONS SONT ESSENTIELS!

PLUSIEURS POSSIBILITÉS VOUS SONT OUVERTES :

- Le formulaire d'ordre permanent ci-dessous : vous déterminez le montant, la fréquence, et ne vous souciez plus du reste !
- Le bulletin de versement ci-dessous.

Une attestation d'exonération fiscale vous est envoyée pour tout montant annuel total de dons ≥ 40 €.

FORMULAIRE D'ORDRE PERMANENT

(À compléter, signer et déposer dans votre organisme bancaire ou à effectuer via votre PC banking)

En optant pour l'ordre permanent, je soutiens de façon régulière, grâce à ma générosité, les projets de développement durable d'ULB-Coopération en Afrique Centrale et de l'Ouest.

Le + pour vous ? Le montant que vous désirez, la fréquence que vous déterminez, un prélèvement automatique dont vous ne vous souciez plus, modifiable à tout moment. Et une attestation fiscale systématiquement reçue chaque année dès que le montant total de vos dons est ≥ 40 €.

Le + pour nous ? Une plus grande stabilité des arrivées financières, pour une gestion optimale.

Nom : Prénom :

Adresse :

N° : Bte : Code postal :

Localité :

Email :

40 € 30 € 20 € 10 € 5 € autre montant mensuel €

Vers le compte d'ULB-Coopération :

Banque CBC : BE25 7320 4180 0482 ou BNP : BE86 0014 8053 5450
50 Av. F.D. Roosevelt, CP 266, à 1050 Bruxelles, avec la communication « Don ULB-Coopération ».

Je peux, à tout moment, modifier ou annuler mon ordre par simple avis à ma banque.

Le : / /

Signature :



Handtekening(en)
Signature(s)

**OVERSCHRIJVINGSOPDRACHT
ORDRE DE VIREMENT**

02

Gewenste uitvoeringsdatum in de toekomst / Date d'exécution souhaitée dans le futur	Bedrag / Montant	EUR	CENT
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Rekening opdrachtgever (IBAN) Compte donneur d'ordre (IBAN)	<input type="text"/>		
Naam en adres opdrachtgever Nom et adresse donneur d'ordre	<input type="text"/>		
Rekening begunstigde (IBAN) Compte bénéficiaire (IBAN)	B E 2 5 7 3 2 0 4 1 8 0 0 4 8 2 <input type="text"/>		
BIC begunstigde BIC bénéficiaire	G R E G B E B B <input type="text"/>		
Naam en adres begunstigde Nom et adresse bénéficiaire	U L B - C O O P E R A T I O N A S B L A V . F R . R O O S E V E L T 5 0 B E 1 0 5 0 B R U X E L L E S		
Mededeling Communication	D O N <input type="text"/>		

Retrouvez tous
nos projets



Luki, RDC

Graphisme : mpointproduction.be

Par souci écologique, nous vous encourageons à opter pour la newsletter en format pdf. Envoyez un simple e-mail à l'adresse info@ulb-cooperation.org ou inscrivez-vous sur notre site www.ulb-cooperation.org

Ajoutez ULB-Coopération à votre testament et léguiez votre solidarité !



Belgique

partenaire du développement



Wallonie



agence wallonne de l'air & du climat

